



Les organisations syndicales s'opposent au projet de restructuration imposé par Bercy présenté comme étant un nouveau réseau de proximité **de la direction générale des finances publiques (DGFIP)**: projet qui n'est qu'une illusion pour endormir la colère des élus et des usagers.

La proximité des services des finances publiques dans la Nièvre était une **réalité** :

- Au 01/01/1991, il existait dans la Nièvre **30 postes comptables** (Brinon sur Beuvron, la Charité sur Loire, Château Chinon, Châtillon en Bazois, Clamecy, Corbigny, Cosne sur Loire, Decize, Donzy, Dornes, Fours, Guérigny, Lormes, Luzy, la Machine, Montsauche les Settons, Moulins Engilbert, Nevers ville, Nevers banlieue, Nevers municipale, Pougues les Eaux, Pouilly sur Loire, Prémery, St Amand en Puisaye, St Benin d'Azy, St Pierre le Moutier, St Saulge, Tannay, Varzy et la paierie départementale) ainsi que **4 hôtels des impôts** (Cosne sur Loire, Clamecy, Château Chinon et Nevers) et **2 directions locales (impôt et trésor)**.
- Au 01/01/2020, il reste seulement **10 trésoreries rurales, 4 centres des finances publiques et une direction**, soit la disparition de 16 trésoreries en zone rurale (Brinon sur Beuvron, Châtillon en Bazois, Donzy, Dornes, Fours, Guérigny, Lormes, la Machine, Montsauche les Settons, Pougues les Eaux, Pouilly sur Loire, Prémery, St Amand en Puisaye, St Benin d'Azy, Tannay, Varzy) et le transfert/regroupement de 4 postes comptables (Nevers ville, Nevers banlieue, Nevers municipale et Paierie).
- Au 01/01/2021, il restera uniquement 7 trésoreries rurales (St Saulge, Moulins Engilbert et Luzy ferment), 4 centres des finances publiques (plus de Service des Impôts des Entreprises à Clamecy, Chateau Chinon et Cosne Sur Loire) et une direction.
- Au 01/09/2021, il ne restera plus que 6 trésoreries rurales (fermeture de Corbigny).

Petit à petit, l'administration a commencé à supprimer des emplois dans les trésoreries rurales rendant le travail difficile à réaliser avec un effectif réduit. Ensuite, sous couvert d'amélioration des conditions de travail, elle justifie la fermeture de ces trésoreries quand bien même que le travail rendu donnait toute satisfaction.

Ce projet, qui se veut un « redéploiement » des services publics en direction des territoires ruraux par la création des Espaces France Service (EFS) n'est en aucun cas un réseau DGFIP.

Nous exigeons des emplois pour réaliser l'ensemble de nos missions fiscales et un service public de qualité, ainsi que :

- ◆ l'abandon du plan massif de suppressions d'emplois (de 20 000 à 30 000 envisagées d'ici 2022),
- ◆ l'abandon de la réduction du champ des missions (externalisations : le prélèvement à la source, le recouvrement de l'impôt, des amendes, etc, par les buralistes : 21 communes seulement dans la Nièvre disposent de ce dispositif),